

## Histoire de la Chine moderne

M. Pierre-Étienne WILL, professeur

Le cours poursuivait celui de l'année dernière, avec le même titre (« Ingénieurs, philanthropes et seigneurs de la guerre dans la Chine républicaine, 1911-1935 »). Les trois éléments qui le composent s'articulent logiquement. Dans les circonstances le plus souvent chaotiques de la Chine des seigneurs de la guerre, où en dehors de quelques régions limitées il n'y a plus d'État digne de ce nom, les efforts de modernisation infrastructurelle conduits par des ingénieurs formés aux techniques occidentales sont en grande partie financés par les organisations philanthropiques, celles notamment qui cherchent à mobiliser la charité internationale, très sollicitée en faveur de la Chine depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La monographie autour de laquelle s'organise notre exposé porte sur la rénovation d'un dispositif ancien d'irrigation situé au nord de la rivière Wei (la région du Weibei 渭北), dans la plaine du Guanzhong, non loin de l'actuelle ville de Xi'an dans la province du Shaanxi, avec les moyens de l'ingénierie moderne et grâce à l'aide financière d'un des organismes non gouvernementaux les plus actifs en Chine à cette époque, la *China International Famine Relief Commission* (CIFRC). Nous en avons exposé les grandes lignes dans notre précédent compte rendu, auquel nous renvoyons : si le projet n'a pu être entrepris qu'à la fin de 1930, alors qu'on en parlait depuis près de vingt ans et que de nombreuses études avaient été faites, c'est que la région a été en proie presque continûment aux affrontements armés entre les diverses forces qui essayaient de la contrôler, depuis la révolution de 1911 et jusqu'à l'établissement définitif des autorités nationalistes à Xi'an, en 1930 précisément ; c'est aussi à cause du sous-développement économique et de la désorganisation sociale résultant, pour une large part, des déprédations du militarisme et culminant avec la terrible famine de 1928-1930. C'est à ces deux aspects — militarisme et sous-développement — que nous nous sommes principalement intéressé cette année, en montrant combien les événements qui se déroulaient dans cette partie de la Chine réputée périphérique et isolée étaient tributaires de développements jouant à l'échelle nationale.

Nous avons traité assez en détail de l'histoire politico-militaire de la région du Guanzhong jusqu'à la veille de l'épisode révolutionnaire de 1927 dont il va être question plus bas. Nous y sommes cependant revenu brièvement, d'abord pour faire état de témoignages parus dans la grande collection des *Wenshi ziliao* que nous n'avions pas encore pu consulter, ensuite pour rappeler à quel point la majorité des acteurs qui interviennent dans les conflits politiques et militaires au Shaanxi dans les années 1910 et 1920 viennent du même vivier : ils ont tous participé aux activités et aux complots des milieux progressistes qui avaient commencé de s'organiser à la fin des Qing autour de Xi'an ; la plupart ont adhéré à la Ligue jurée, l'alliance des partis révolutionnaires fondée au Japon par Sun Yat-sen en 1905 ; et à de rares exceptions près on les retrouve tous en première ligne pendant la révolution de 1911 au Shaanxi. Ce groupe de militants a été une pépinière de politiciens et de militaristes actifs dans la province entre 1911 et 1930, et au-delà. Même si leurs parcours et leurs choix politiques ont été extrêmement divers, voire totalement divergents, jusqu'à se livrer pour quelques-uns une guerre sans merci, ce passé révolutionnaire qu'ils avaient en partage créait certains liens et certaines obligations. Pendant toutes ces années ces gens se sont côtoyés, alliés, trahis, combattus tout en communiquant par émissaires ou par télégrammes, réconciliés, et retrahis s'il le fallait. La plupart de ceux qui s'étaient retournés contre leurs anciens camarades du mouvement révolutionnaire finiront par regagner le giron du Guomindang — le parti des héritiers de Sun Yat-sen — une fois que celui-ci aura incontestablement pris le dessus et sera devenu le gouvernement légitime de la Chine.

Nulle part l'on ne prend mieux conscience de cette fluidité dans les alliances, de cette porosité dans les affrontements et de la prégnance des liens tissés au moment de la révolution de 1911 que dans les souvenirs du général Zhang Fang 張鈺 (1886-1966). Zhang est un adhérent précoce du mouvement sunyatséniste, auquel il affirme être toujours resté fidèle, un héros de la révolution de 1911 au Shaanxi, et un proche du pouvoir nationaliste après 1928. Il semble avoir connu à peu près tous les militaires révolutionnaires ou ex-révolutionnaires qui comptaient, en tout cas en Chine du Nord, ainsi qu'un grand nombre de militants et de politiciens, et apparemment beaucoup lui faisaient confiance. Ses articles publiés dans les *Wenshi ziliao* au début des années 1960, dont vingt-neuf ont été réunis en volume en 1986 sous le titre *Fengyu manman sishi nian* 風雨漫漫四十年 (« Quarante années dans la bourrasque »), sont d'une liberté de ton assez rare dans ce type de source ; en outre ils nous éclairent avec une extrême richesse de détail sur les actions, les comportements et les motivations de la plupart des personnages impliqués de près ou de loin dans l'histoire du Shaanxi pendant la période qui nous concerne, ainsi d'ailleurs que dans celle du Henan, dont Zhang était natif et qu'il a toujours rêvé d'allier avec le Shaanxi au sein d'un bloc révolutionnaire. On peut même dire qu'à sa manière le corpus des témoignages de Zhang Fang — qui déborde largement le cadre de ces deux provinces — donne une sorte de cohérence à l'histoire politico-militaire de la Chine des années 1910, 1920 et 1930 en général.

Zhang Fang a été au premières loges pendant l'épisode de la dissidence sunyat-séniste de l'« Armée de pacification nationale » (Jingguojun) entre 1918 et 1921, puisqu'il en était le commandant en chef adjoint ; le chef suprême (sinon toujours très obéi) était Yu Youren 于右任 (1879-1964), un lettré natif de Sanyuan 三原 dans le Weibei, qui avait été un des premiers à se rebeller contre les Qing et à rejoindre Sun Yat-sen et qui pour cette raison jouissait d'un grand prestige dans les milieux progressistes du Shaanxi. Yu Youren et la Jingguojun avaient été évoqués dans notre précédent cours, mais nous sommes revenu sur certains aspects de cet épisode, extrêmement important dans l'histoire du Shaanxi républicain pour diverses raisons dont certaines sont, d'ailleurs, contradictoires : d'un côté, le régime dont Yu Youren, fervent partisan de Sun Yat-sen, était en principe le guide a cherché à jeter les bases d'une culture démocratique et réformatrice dans les territoires sur lesquels son contrôle était à peu près stable (c'est-à-dire, essentiellement, les districts du Weibei, au nord de Xi'an) ; mais de l'autre les témoins sont assez unanimes pour dire que ce même régime a été en grande partie à l'origine du militarisme local dont la région a énormément souffert dans les années suivantes. La plupart des généraux de la Jingguojun, dont certains avaient plutôt un comportement d'aventuriers (ou de « bandits », dans le vocabulaire du temps), étaient extrêmement jaloux de leur indépendance et tendaient à exploiter sans retenue les territoires qui leur étaient dévolus, puisque aussi bien c'était le seul moyen de faire survivre leurs forces dans une situation de dénuement général. Après la dissolution *de facto* de la Jingguojun au tournant de 1921 et 1922, suivie par le départ de Yu Youren, qui retrouve le refuge de Shanghai d'où il était arrivé en 1918, plusieurs de ces généraux se transforment en seigneurs de la guerre locaux retranchés dans leurs villes murées et n'obéissant à aucune autorité ; ils seront éliminés un à un par les forces de Feng Yuxiang 馮玉祥 (cf. *infra*) en 1927 et 1928, au prix de combats sanglants.

Le Shaanxi a cependant connu une courte phase de répit en 1922-1924, pendant laquelle, comme nous l'avons vu en détail il y a un an, le célèbre ingénieur Li Yizhi 李儀祉 (1882-1938) tente, en fin de compte sans succès, de lancer son grand plan de modernisation de l'irrigation du Weibei avec l'appui de la CIFRC. Mais la région retombe dans un état d'anarchie totale après le départ du gouverneur Liu Zhenhua 劉鎮華 à la tête de son armée personnelle au début de 1925. Liu se fait écraser par un ancien chef de la Jingguojun, le général Hu Jingyi 胡景翼 (1892-1925), devenu gouverneur militaire du Henan au terme de péripéties auxquelles nous ferons allusion dans un instant. Il réussit cependant à reprendre rapidement du service, reconstitue son armée, et après avoir anéanti les forces du successeur de Hu Jingyi (mort de maladie peu avant) pénètre à nouveau au Shaanxi et va mettre le siège autour de Xi'an. Le siège de Xi'an dure huit mois et cause des souffrances terribles (50 000 personnes seraient mortes de faim ou de maladie dans la ville) ; une nouvelle fois c'est toute la région du Guanzhong qui est ravagée par les combats et les pillages. Un rapport du comité provincial de la CIFRC montre comment, en dépit de conditions clima-

tiques favorables en 1926, la production agricole s'est effondrée du fait de l'insécurité générale et de la fuite d'une partie de la population. Xi'an sera libérée à la fin de novembre 1926 par les forces du seigneur de la guerre Feng Yuxiang (déjà brièvement gouverneur militaire de la province en 1921-1922), entre temps converti aux thèses du Guomindang, et désormais allié au régime révolutionnaire de Canton qu'il s'apprête à appuyer dans son entreprise de reconquête de la Chine.

Il était nécessaire, pour comprendre ce nouveau développement, de revenir avec quelque détail sur le parcours politique et militaire de Feng Yuxiang et sur les circonstances dans lesquelles, après s'être retourné avec Hu Jingyi contre ses alliés de la clique militariste du Zhili au cours de la campagne que ces derniers avaient lancée en 1924 pour éliminer leurs rivaux de la clique du Fengtian, et après s'être emparé de Pékin en octobre de cette même année, il s'était trouvé progressivement isolé et avait dû replier ses forces en Mongolie intérieure. C'est là qu'il est approché par des émissaires soviétiques et finit par conclure, au printemps 1925, un accord d'assistance militaire avec l'URSS. Cet accord est en fait le résultat de négociations triangulaires dans lesquelles est également impliqué le Parti nationaliste (Guomindang), en la personne notamment de Yu Youren. Comme on sait, le Guomindang, dont le régime dissident était basé à Canton, s'était engagé depuis 1923 dans une politique de front uni avec le Parti communiste chinois et était conseillé par des agents du Komintern, qui l'avaient réorganisé sur le modèle bolchevique. L'accord comporte donc un important volet politique, dont une des clauses est que Feng Yuxiang devra admettre dans son armée la présence de commissaires politiques du Guomindang.

Il semble que Feng se soit familiarisé assez vite avec les thèses du sunyatsénisme et qu'il ait été d'autant plus disposé à adhérer à la rhétorique révolutionnaire que ses aspects anti-impérialistes le séduisaient considérablement : la Chine était alors en proie à la vague d'agitation anti-étrangère dont le point culminant fut le fameux incident du 30 mai 1925 au cours duquel des policiers commandés par des Anglais tirèrent sur une manifestation d'étudiants à Shanghai en faisant de nombreuses victimes. Les deux principaux artisans de la « conversion » de Feng ont été Yu Youren et Li Dazhao 李大釗 (1889-1927). Ce dernier, qui selon certaines sources aurait joué le rôle de *primus movens* dans toute cette affaire, était l'un des fondateurs du Parti communiste chinois et l'un de ses intellectuels les plus en vue, en même temps qu'un partisan fervent du front uni avec le Guomindang, dont il avait la responsabilité des affaires en Chine du Nord.

Les négociateurs délégués par le Guomindang et le Komintern convainquent en outre Feng Yuxiang de se rendre à Moscou pour élargir l'accord qu'ils viennent de signer. Feng se laisse faire assez facilement car il est à ce moment en très mauvaise posture, aussi bien militairement que financièrement, et cherche de nouvelles alliances. Pendant son séjour dans la capitale soviétique, où il a été rejoint par Yu Youren et qui dure de mai à août 1925, il rencontre plusieurs dirigeants importants du régime, se voit promettre une nouvelle aide militaire,

adhère formellement au Guomindang, et surtout accepte de se conformer à la « feuille de route » que lui a tracée Li Dazhao dans une missive apportée par Yu Youren à Moscou : il retournera en Mongolie intérieure pour réorganiser ses forces, lesquelles se dirigeront ensuite vers le Gansu (déjà contrôlé par un de ses généraux) et pénétreront au Guanzhong par l'ouest pour aller délivrer Xi'an, avant de faire route vers la plaine centrale et opérer leur jonction avec l'« expédition au Nord » de l'armée nationaliste, qui a déjà atteint le Yangzi.

La fin du siège de Xi'an est donc un des éléments de ce grand plan. Xi'an est libérée fin novembre 1926 par des éléments avancés de l'« Armée nationale alliée » (i.e., alliée à l'Armée révolutionnaire nationaliste du régime de Canton) de Feng Yuxiang, qui vient prendre possession du Shaanxi avec le gros de ses troupes au début de 1927. Yu Youren, qui avait retrouvé son district natal de Sanyuan dès avant la fin du siège, entre aussitôt dans la ville et y établit son quartier général : il a en effet été désigné « Commandant en chef au Shaanxi de l'Armée Nationale alliée » (*Guomin lianjun zhu Shaan zongsiling* 國民聯軍駐陝總司令), et pendant quelques mois va disposer, en théorie au moins, de la quasi totalité des pouvoirs militaires et civils sur la partie de la province effectivement contrôlée par Xi'an, sans parler des affaires du Parti et du « mouvement de masse ». Yu Youren, qui n'a jamais été un militaire dans l'âme, délègue en fait ses pouvoirs dans ce domaine — où de toute façon la présence de Feng Yuxiang limite considérablement sa marge de manœuvre — à un de ses anciens lieutenants de l'époque de la Jingguojun, un certain Deng Baoshan 鄧寶珊 (1894-1968) ; mais il va donner toute sa mesure dans les affaires civiles et politiques. Sous son égide, et pendant quelques mois, la ville devient « Xi'an la rouge ». Yu Youren, dont on rapporte dans ces années force discours incendiaires sur les méfaits de l'impérialisme mondial et sur la libération des classes opprimées, est alors à l'apogée de sa carrière révolutionnaire. Il nomme dans les administrations, les écoles de cadres et les associations de propagande des responsables appartenant à l'aile gauche du Guomindang ou au Parti communiste ; ses relations semblent extrêmement confiantes avec les seconds, dont beaucoup reviennent de Moscou et dont on a l'impression — à croire les témoignages peut-être un peu biaisés publiés dans les *Wenshi ziliao* — qu'ils occupent toutes les positions importantes sous couvert de l'alliance avec le Guomindang. Les militants communistes se montrent particulièrement actifs dans l'organisation du « mouvement de masse », encourageant les paysans, les travailleurs, les étudiants, les femmes et les enseignants à s'organiser pour défendre leurs droits et suscitant une floraison d'associations révolutionnaires à Xi'an et un peu partout à travers la région contrôlée par le nouveau régime. Enfin, Yu Youren marque physiquement de son empreinte l'environnement révolutionnaire de la ville à travers les inscriptions et les slogans calligraphiés de sa main et gravés dans la pierre qui ornent de nombreux bâtiments et lieux publics. De son côté Feng Yuxiang a créé dès son retour d'URSS un département politique au sein de son armée, également truffé de militants Guomindang et communistes, qui délègue des commissaires dans toutes les unités pour y faire de la propagande et de la formation.

Zhang Fang, que Yu Youren et Feng Yuxiang, l'un et l'autre de vieilles connaissances, ont appelé à Xi'an pour discuter avec eux de toutes ces affaires, nous a laissé quelques pages saisissantes sur les deux ou trois mois qu'il a passés dans la ville. Dès son arrivée en mars 1927 il est frappé par l'ambiance extraordinaire qui y règne et dont il avoue n'avoir jamais vu l'équivalent ailleurs (pas même, faut-il croire, à Xi'an au moment de la révolution de 1911) : meetings et réunions se succèdent sans désemparer, les murs sont couverts de slogans, tout le monde déborde d'enthousiasme et d'énergie. Mais il y a aussi de terribles problèmes d'intendance, car la région a été dévastée pendant le siège de Xi'an et il est d'autant plus difficile d'approvisionner l'Armée nationale alliée, qui y stationne en attendant de poursuivre sa route vers l'est et dont les conditions de vie sont excessivement précaires, qu'une partie de la plaine du Guanzhong est aux mains de seigneurs de la guerre locaux et de généraux appartenant à l'armée provinciale du Shaanxi qui se réservent jalousement les ressources des districts qu'ils contrôlent. Ces difficultés sont pour une bonne part à l'origine des frictions qui ne tardent pas se faire jour entre Yu Youren et Feng Yuxiang, et dont témoigne Zhang Fang, qui les fréquentait quotidiennement l'un et l'autre et nous a laissé le récit de quelques algarades. Feng est particulièrement irrité par l'agitation qu'entretiennent les associations paysannes mises sur pied dans plusieurs districts de la région — notamment, à Sanyuan, le pays de Yu Youren — non seulement pour développer l'agriculture et défendre les villages contre les bandits, mais aussi pour faire abolir les impôts jugés abusifs, exiger des réductions de rente et combattre les « potentats locaux ». Cette agitation, qui débouche parfois sur la violence, ne peut que heurter son sens de l'ordre et de la discipline ; surtout, elle a pour effet d'aggraver la crise fiscale et de provoquer la fuite des gros contribuables, comme les marchands du Shanxi, qui n'ont de cesse d'aller se mettre à l'abri. Feng voudrait que l'on mette un frein au « mouvement de masse », car il craint qu'il ne finisse par affamer son armée ; Yu considère au contraire qu'il faut continuer de l'encourager si l'on veut que la révolution survive.

Il existe d'autres causes de friction entre les deux *leaders*, à commencer par leur attitude divergente par rapport à Chiang Kai-shek, lequel a fini par rompre avec le gouvernement du Guomindang de gauche installé à Wuhan depuis le début de l'année et avec les communistes (le fameux « coup de Shanghai » date d'avril 1927) et entreprend d'installer son propre régime à Nankin. Alors que Yu Youren veut isoler Chiang Kai-shek, dont il considère qu'il trahit l'héritage révolutionnaire de Sun Yat-sen, Feng Yuxiang, qui commence à se lasser du militantisme de ses collaborateurs communistes, maintient des contacts réguliers avec lui et se montre réceptif au discours anti-communiste que lui transmettent avec insistance ses émissaires.

Quoi qu'il en soit, le 1<sup>er</sup> mai 1927 Feng, qui formellement dépend toujours du gouvernement de Wuhan, est nommé par ce dernier général en chef du deuxième groupe d'armées de l'Armée nationaliste révolutionnaire (telle est la nouvelle appellation de l'Armée nationale alliée) et reçoit l'ordre de rejoindre sans attendre

le théâtre du Henan à la tête de ses troupes, ce qu'il entreprend de faire quelques jours plus tard. Il retrouvera Yu Youren le mois suivant à Zhengzhou, au Henan, où le gouvernement de Wuhan a convoqué une réunion dont un des principaux objectifs est de contraindre Feng à s'associer à la lutte contre Chiang Kai-shek. Feng reste évasif, mais obtient en revanche la création d'une commission gouvernementale regroupant le Henan, le Shaanxi et le Gansu, dont il sera le chef. Yu Youren se voit offrir le poste de gouverneur du Shaanxi, mais il le refuse et au dernier moment saute dans le train qui ramène les représentants du gouvernement à Wuhan.

Le Shaanxi révolutionnaire a donc perdu ses deux chefs charismatiques. Le second (Feng) ne va d'ailleurs pas tarder à tourner résolument le dos à la révolution en ralliant le régime de Chiang Kai-shek, le 15 juillet 1927. Comme l'attestent de nombreux témoignages, la réaction s'instaure immédiatement dans la province : les associations révolutionnaires sont dispersées, les militants communistes rentrent dans la clandestinité, les conseillers soviétiques sont congédiés, et le pouvoir est désormais partagé entre les généraux délégués par Feng Yuxiang, qui tiennent Xi'an, et une quantité de petits satrapes indépendants dont nous avons retracé au passage l'élimination aussi violente que destructrice par les forces de Feng, qui va durer jusqu'à la fin de 1928. Pour Feng Yuxiang le Nord-Ouest, dont le Guanzhong est la partie la plus fertile, sert essentiellement de grand arrière pour soutenir ses opérations en Chine du Nord, d'abord dans le cadre de l'« expédition au Nord » (*beifa*) conduite par son allié Chiang Kai-shek, à qui il ne veut pas être inférieur militairement, et ensuite pendant le conflit qui l'oppose à Chiang après leur rupture et jusqu'à sa défaite finale à l'automne 1930. Au total, la présence des armées appartenant à la machine de guerre de Feng Yuxiang, et d'autres qui sont au contraire rebelles à tout contrôle, avec les unes et les autres des effectifs se comptant couramment par dizaines de milliers d'hommes et des accumulations d'armements parfois stupéfiantes, le coût représenté pour les populations locales en réquisitions de toutes sortes, les dégâts causés par les combats que se livrent les uns et les autres, enfin la désorganisation complète de la société et la prolifération de bandes de hors-la-loi et de milices d'autodéfense villageoise — tous ces éléments expliquent la spirale descendante dans laquelle s'est enfoncée la province, et particulièrement la vallée de la Wei, après l'épisode révolutionnaire de 1927 et jusqu'à ce que la défaite de Feng Yuxiang et la mise en place d'un gouvernement provincial volontariste appointé par Nankin, ainsi que l'intervention massive des organisations philanthropiques, ne retournent la conjoncture après 1930.

Cette crise socio-économique dans laquelle est plongée non seulement la région qui nous occupe au premier chef (le Guanzhong), mais encore tout le nord-ouest de la Chine, est en réalité bien antérieure à 1927. Dans la mesure où l'année 1930, à partir de laquelle a pu s'engager, non sans beaucoup de difficultés, le cercle vertueux du développement, constitue l'articulation centrale de notre narration — c'est alors que le projet d'irrigation du Weibei est enfin entrepris —, il

nous a paru intéressant de remonter un peu dans le temps et d'analyser le processus par lequel on en était arrivé à une telle situation à la fin des années 1920, lorsque le Nord-Ouest s'est trouvé en sus de tout exposé à une sécheresse catastrophique.

Les auteurs du temps ne s'accordent pas toujours dans leur interprétation des causes de la grande famine de 1928-1930 : pour certains, les méfaits des « bandits locaux » (*tufei*) et de la soldatesque sont la cause majeure, et il s'agit avant tout d'un problème politique et militaire ; pour d'autres, c'est l'omniprésence de la culture du pavot (sur laquelle nous reviendrons plus loin), car elle empêche les paysans de cultiver autant de plantes vivrières qu'ils le pourraient et de faire des réserves ; pour d'autres encore, ce sont les calamités naturelles qui affligent la région pendant ces années, à commencer par l'absence presque totale de précipitations. Comme on verra, ces divergences d'analyse se retrouvent dans les débats qui ont parfois opposé les différents organismes philanthropiques sollicités pour intervenir.

Mais il en est aussi pour qui l'impact démesuré des accidents climatiques s'explique d'abord par l'état d'arriération dans lequel se trouve l'économie rurale du Nord-Ouest, qu'il s'agisse de techniques de production, de transports et de communications, d'institutions de crédit, ou surtout d'infrastructures d'irrigation. Tel est en particulier le diagnostic que propose Li Yizhi dans plusieurs de ses articles du début des années 1930, au moment donc où les autorités qui gouvernent le Shaanxi commencent à se préoccuper sérieusement des problèmes de développement. Poursuivant cette ligne d'analyse, nous avons essayé de nous faire une idée plus précise du niveau de développement et de la structure de l'économie agraire de la région du Guanzhong au moment où celle-ci s'est trouvée confrontée à ce facteur nouveau qu'était le militarisme local, soit très peu de temps après la révolution de 1911. Et cette investigation nous a d'abord conduit à évoquer ce qu'on pourrait appeler le « régime classique » de cette économie, c'est-à-dire avant qu'elle ne soit complètement désorganisée par les crises des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

Sous les Qing, et jusque dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la plaine du Guanzhong est une région densément peuplée, mais autosuffisante et considérée comme plutôt prospère en dépit d'une certaine fragilité de son agriculture tenant à des raisons principalement climatiques. En outre, et surtout, la province du Shaanxi a bénéficié, particulièrement au XVIII<sup>e</sup> siècle, des soins de plusieurs gouverneurs très soucieux d'améliorer l'agriculture, d'encourager l'artisanat, de développer les infrastructures de sécurité économique (au premier rang desquelles l'irrigation) et de maintenir un niveau élevé de réserves alimentaires. L'une des raisons de cette sollicitude était la situation stratégique de la vallée de la Wei, point de passage obligé ou même base de départ des grandes expéditions en Asie centrale ou sur les contreforts orientaux du Tibet qui émaillent l'histoire militaire du XVIII<sup>e</sup> siècle mandchou, ce qui impliquait périodiquement des contraintes économiques assez lourdes, sans parler de la présence permanente de



garnisons importantes : or, si celles-ci entraînaient nécessairement une charge fiscale supplémentaire, elles étaient intégrées dans une structure bien contrôlée et n'avaient rien à voir, en termes d'impact, avec les armées des seigneurs de la guerre au XX<sup>e</sup> siècle. Dans tous les cas, tout indique que la région a pu absorber un probable doublement de sa population entre le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle et celui du XIX<sup>e</sup> sans connaître de difficultés alimentaires particulières, alors même que pour des raisons de simple géographie elle n'était pas accessible au grand commerce céréalier. Le fait que pendant la même période le Guanzhong n'a pas connu la guerre sur son territoire a évidemment été un facteur additionnel de stabilité.

La situation change du tout au tout dans l'espace de deux décennies. En 1862 les forces rebelles des Taiping et des Nian, qui dévastaient à cette époque les provinces centrales de l'empire, débordent sur le Shaanxi et pénètrent jusqu'aux environs immédiats de Xi'an, où elles s'emparent brièvement de plusieurs villes ; mais le plus grave est que ces incursions font éclater des tensions qui couvaient depuis longtemps dans la vallée de la Wei et encouragent une vague de conflits intercommunautaires extrêmement violents entre Chinois Han et Chinois musulmans (ou Hui [回]), qui ne s'arrêteront qu'en 1868. De nombreuses villes et bourgades sont assiégées et mises à sac, la partie la plus prospère de la vallée de la Wei se retrouve complètement ravagée, et les opérations de « nettoyage ethnique », dont la mémoire transmise semble être restée vivace près d'un siècle après, ont pour effet d'éliminer des villages du Guanzhong la plus grande partie de leur population musulmane. Il est clair que les destructions et la désorganisation causées par les violences interethniques ont fortement diminué les capacités de résistance de la société face à la grande sécheresse qui commence en 1876 et qui est, en quelques sorte, le second volet d'une crise globale au terme de laquelle la région se retrouve dans un état de profonde récession ; là où nous avons des chiffres, la population semble avoir considérablement diminué, peut-être de moitié, entre le XVIII<sup>e</sup> et la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

La « famine de Guangxu », comme on l'appelle souvent parce qu'elle est survenue au début du règne de l'empereur Guangxu (1875-1908), est une catastrophe qui touche toute la Chine du Nord ; mais la sécheresse dont elle est la conséquence est aussi un phénomène mondial, comme le rappelle Mike Davis dans un livre récent et controversé (*Victorian Holocausts*, 2001) où il combine l'analyse climatologique des sécheresses causées par le phénomène dit *El Niño* avec celle des effets de la politique coloniale européenne et des ravages du libéralisme commercial pendant la seconde moitié du règne de la reine Victoria. Si l'on ne peut pas dire que ces derniers facteurs étaient particulièrement en évidence en Chine pendant la famine de Guangxu, certains aspects de l'événement préfigurent de manière importante les famines des années 1920 qui sont au cœur de notre sujet. Ainsi la famine de Guangxu a-t-elle marqué en Chine les débuts de la philanthropie « nationale » (surtout centrée sur Shanghai, en réalité), par opposition à la vieille tradition de mobilisation des élites locales

dans laquelle on venait en aide à ses voisins ou à ses « compatriotes », à l'échelle de la sous-préfecture ou au maximum de la préfecture. C'est alors qu'émerge dans les régions du bas Yangzi un milieu de spécialistes de la mobilisation charitable dont les provinces du nord constituent le champ d'action privilégié et qui s'avèrent capables, à la limite, de se substituer à l'administration dans ce qui était jusqu'alors une de ses tâches légitimantes par excellence. Leurs *leaders* sont des marchands ayant acquis des titres officiels, ou des militants bouddhistes, ou les deux à la fois. Au Shaanxi encore, en 1900 et 1901, alors que des millions d'habitants sont affectés par les conséquences les plus destructrices de la famine et que la situation est extrêmement volatile, les autorités se reposent presque entièrement sur ces nouveaux professionnels de la philanthropie — dont certains ont fait leurs premières armes dans la même région près d'un quart de siècle plus tôt —, sur leur apport financier, sur leurs méthodes, et sur leur présence sur le terrain à la tête de leurs équipes pour essayer de secourir les victimes de la famine, même si dans les proclamations officielles tout cela est supposé n'être qu'un « appoint ».

Si la famine de Guangxu était volontiers citée comme précédent au moment des grandes famines de 1920 et 1928, ce n'était pas seulement parce que le souvenir vécu ou directement transmis en était encore vivace, c'était aussi par l'effet d'une sorte de mémoire institutionnelle. Les autorités au milieu des années 1870 ne disposaient que de moyens dérisoires d'intervention par comparaison avec la situation qui prévalait sous le « régime classique », et la majeure partie des secours distribués l'avait été grâce aux efforts des entreprises philanthropiques basées à Shanghai ; mais au moins l'État dynastique était-il présent, incarné par une hiérarchie de fonctionnaires locaux qui étaient les appointés de l'empereur et qui agissaient en son nom. Pendant la famine de 1900-1901 (parfois décrite comme aussi grave que celle de Guangxu au Shaanxi) l'empereur était même là en personne, à Xi'an, où il avait été emmené par l'impératrice douairière Cixi fuyant avec sa cour l'« armée des huit nations » en train de progresser vers Pékin pour délivrer le quartier des légations assiégé par les boxeurs ; et les actions contre la famine s'en étaient trouvées considérablement renforcées, car il ne s'agissait pas seulement d'aider une province en péril mais bien de sauver la dynastie. Jusqu'à cette date le modèle étatique d'intervention contre les désastres naturels reste donc la norme, au moins dans la théorie et dans les représentations. Dans les années 1920, par contraste, il n'y a plus vraiment d'État, et si les habitants du Shaanxi affirment que les famines qu'ils subissent au début et à la fin de cette décennie sont « bien pires » que la légendaire famine de Guangxu, c'est en bonne partie parce qu'ils se souviennent avec nostalgie de la politique de sollicitude de l'ancien État impérial, naturellement embellie dans leur mémoire.

L'autre trait fondateur de la famine de Guangxu, c'est sa visibilité internationale (les étrangers peuvent circuler librement dans l'empire et s'y établir depuis les traités de 1860), ainsi que les débats qu'elle a entraînés au sein de la communauté étrangère sur l'opportunité de venir en aide aux victimes sur le mode

purement charitable des distributions de secours à fonds perdus, pratiqué traditionnellement par l'État impérial et considéré comme anti-économique. Dès cette époque on proclame que ce dont a besoin la Chine, c'est le progrès technique et la liberté du commerce, et l'on rencontre dès cet épisode l'invocation de l'« ingénieur patriote », voire « missionnaire », qui sera courante chez les ingénieurs aussi bien chinois qu'étrangers pendant les crises du XX<sup>e</sup> siècle. C'est aussi pendant la famine de Guangxu que commence l'action en grand des missionnaires chrétiens, appuyés sur le financement de leurs maisons mères et sur la mobilisation de fonds en Europe et en Amérique : ils impressionnent parce que leur désintéressement est total sur le plan matériel, mais ils inquiètent parce qu'ils sont extrêmement agressifs sur le plan spirituel et entrent naturellement en compétition avec la philanthropie bouddhiste, dont le renouveau à cette époque semble d'ailleurs avoir été stimulé par cette concurrence inattendue. Là encore, ce sont des thèmes qui se prolongent dans les années 1920, et nous en reparlerons dans notre cours de l'année prochaine.

Pour toutes ces raisons la famine de Guangxu est un tournant majeur dans l'histoire socio-économique de la région. La dépopulation dramatique du Guanzhong après les guerres civiles des années 1860 et la catastrophe climatique de 1876-1879, suivie de sa repopulation progressive — encore que partielle, et freinée par de nouvelles calamités —, à laquelle les immigrants arrivés dès les années 1880 du Hubei, du Sichuan, du Henan et d'autres provinces ont contribué de manière importante, a changé les équilibres sociaux et les régimes agraires traditionnels. (Ce sont les immigrants, par exemple, qui ont introduit les sociétés secrètes au Shaanxi, où elles joueront un grand rôle au moment de la révolution de 1911.) Et à cela s'est ajouté un autre changement qui a peut-être plus encore contribué à reconfigurer l'agriculture du Guanzhong jusque dans les années 1930 : les progrès foudroyants de la culture du pavot, engagés dès le lendemain des crises dont nous venons de parler.

Certes, le développement de l'opiomanie et celui de la culture du pavot au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> ne sont pas particuliers au Guanzhong ou au Shaanxi ; mais ils y ont été extrêmement virulents, et ils y présentent quelques traits distinctifs intéressants. La consommation dans toute la Chine s'est considérablement accélérée pendant le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, comme nous l'avons rappelé, sous le double effet de la légalisation des importations d'opium indien après les conventions de 1860 qui ont conclu la seconde guerre de l'opium, et des progrès de la production en Chine même. Ces derniers ont été la cause principale de ce qu'on peut bien appeler la démocratisation de l'opiomanie, car la production domestique, qui était de qualité inférieure à l'opium importé, était aussi bien meilleur marché : l'opiomanie atteint de proche en proche toutes les couches sociales et tous les milieux professionnels, y compris les paysans (les producteurs finissant, conformément à une règle universellement observée, par devenir eux-mêmes des consommateurs). À cela s'ajoutait l'encouragement tacite du gouvernement, au moins dans les provinces dans la mesure où le pouvoir

central était contraint de maintenir sa posture abolitionniste. Les raisons de cet encouragement étaient à la fois commerciales — « résister à un produit étranger avec un produit local », en d'autres termes l'*import substitution* — et fiscales, la production, la distribution et la consommation étant assujetties à des types innombrables de taxation développés dans un assez grand désordre par les autorités provinciales et locales, puis, à partir de la légalisation de la consommation en 1890, par le gouvernement central, qui a alors cherché sans grand succès à récupérer à son profit la totalité de la fiscalité sur l'opium.

Il est manifeste qu'au Guanzhong l'expansion de la culture du pavot à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle a été facilitée par la récupération de l'économie et par la repopulation au lendemain de la famine de Guangxu. La pression fiscale, qui, pour des raisons essentiellement stratégiques, a toujours été élevée dans la région, a dû aussi jouer un rôle. À la fin des Qing le Shaanxi est mentionné parmi le peloton de tête des provinces productrices d'opium, en compagnie du Yunnan et du Guizhou dans le Sud-Ouest, du Sichuan dans l'Ouest (très largement en tête), du Gansu dans le Nord-Ouest (où la production d'opium pour l'exportation semble avoir été importante bien avant 1860), et du Shanxi, immédiatement à l'est du Shaanxi. D'après une enquête internationale menée à l'époque celui-ci serait en 1906 le premier producteur d'opium en Chine du Nord.

En revanche la région semble avoir été sensible, au moins jusqu'à un certain point, aux effets de la politique de prohibition lancée par un édit impérial de septembre 1906 et appliquée avec une indéniable énergie dans plusieurs provinces pendant les dernières années des Qing et au début de la République. Combinée avec un accord sino-britannique organisant la suppression progressive des importations d'opium indien, cette politique répondait au désir de rehausser l'image internationale de la Chine alors même que la cour était engagée dans les réformes très novatrices dites des « nouvelles politiques » ; et elle répondait en même temps à un fort mouvement d'opinion dénonçant les ravages de l'opiomanie dans le peuple : la survie même de la nation semblait en jeu. (Nous avons évoqué ces questions, à vrai dire passablement complexes dans leur détail, en nous appuyant notamment sur les travaux de Liu Zenghe 劉增合, Joyce Madancy et Xavier Paulès.) Sans que l'on ait beaucoup de données précises, il est clair que la politique menée dans les dernières années des Qing, qui consistait à surtaxer la culture du pavot et la production d'opium dans l'espoir de voir la production, et donc la consommation, diminuer, n'a pas été sans susciter des troubles au Shaanxi, incluant le saccage de bureaux de perception et même le siège d'une ville pour protester contre des exécutions motivées par les mesures anti-opium. Le gouvernement provincial à dominante militaire né de la révolution de 1911 persévère dans la même voie, mais en se concentrant sur l'éradication de la culture du pavot, semble-t-il avec une certaine brutalité non dénuée d'effets. Mais ces efforts, qui allaient de pair avec une taxation féroce, sont loin d'avoir fait disparaître l'opium de la province. Dès que les contrôles se sont affaiblis à la faveur des désordres politico-militaires liés à la fin du régime de Yuan Shikai,

et aussi parce que les contrôles britanniques imposés par le programme de suppression progressive s'étaient arrêtés une fois celui-ci arrivé à son terme en 1917, la production a repris de plus belle un peu partout en Chine et pour le plus grands profit des nouveaux maîtres du pays, les seigneurs de la guerre, qui à partir de cette époque occupent la plupart des postes de gouvernement dans les provinces.

Ce dont on parle désormais un peu partout, en effet, c'est d'une politique locale d'*encouragement* à la culture du pavot, ou plutôt d'une forme de coercition qui était particulièrement perverse puisque l'on désignait d'autorité dans chaque district des quotas de « terre à opium » et qu'on les imposait au prix fort en affichant cette taxation comme une « amende ». C'était ce qu'on appelait « intégrer la répression à la perception » (*yu jin yu zheng* 寓禁于征). L'expression existait déjà à la fin des Qing, lorsque dans le cadre de la politique de suppression graduelle de l'opium négociée avec les Anglais on taxait très lourdement les activités de production ou de distribution *encore autorisées*, résiduelles en quelque sorte, et soumises à un strict contrôle. Sous les seigneurs de la guerre, en revanche, on encourage officieusement et, souvent, brutalement ce qu'on prétend officiellement interdire ; autrement dit l'on cherche à donner une sorte de respectabilité formelle à une entreprise d'exploitation systématique d'une ressource que l'on souhaite voir se développer pour en tirer des revenus, mais que la République continue de considérer comme totalement illégale, en la camouflant en une entreprise de répression. Suivant l'expression, les paysans sont « obligés » de transformer leurs terres à céréales en champs de pavot parce que le revenu tiré de la vente des pains d'opium qu'ils produisent à partir de leur récolte constitue leur seule chance de faire face à la taxation/répression féroce qui s'abat sur eux sous le seul prétexte que leurs propriétés ont été désignées comme « terre à opium ».

Au Shaanxi les deux promoteurs les plus notoires de ces méthodes (et en partie leurs inventeurs, du moins pour certains raffinements), sur qui nous avons fait état de témoignages assez détaillés sur ce point particulier, sont le gouverneur militaire Chen Shufan 陳樹藩 (1916-1921) et son collègue, puis successeur, Liu Zhenhua (1921-1925). (Nous renvoyons sur ces deux personnages à notre précédent compte rendu d'enseignement.) De leur point de vue la fiscalité sur les terres à opium (qu'il suffisait donc d'« inventer » d'autorité) était idéale dans la mesure où elle permettait d'engranger des revenus triples ou quadruples de l'impôt foncier légal et donc, déjà, de compenser, et au-delà, le fait que les hommes forts de Xi'an ne contrôlaient jamais qu'une fraction du territoire qu'ils étaient supposés administrer. Mais, plus généralement, il est notoire que la fiscalité sur l'opium — qui faisait feu de tout bois et frappait non seulement la production, mais encore le transport, la commercialisation et la consommation — a aidé la plupart des seigneurs de la guerre à financer leurs armées, à se constituer un trésor de guerre personnel et à se ménager une base de repli (traditionnellement dans les beaux quartiers des concessions de Tianjin) pour les périodes où leurs affaires allaient mal. Certains auteurs ajoutent que, comme la majorité étaient

eux-mêmes opiomanes, ainsi que leurs affidés, il leur était naturel de fonctionner dans une pareille économie. C'est en effet l'impression que l'on retire parfois de la lecture des sources relatives à ce milieu ; mais il faut surtout ajouter que beaucoup d'auteurs et d'enquêteurs dans les années 1920, et jusqu'au milieu de la décennie suivante, semblent avoir été très frappés par l'accroissement spectaculaire de la consommation populaire entraîné par les progrès rapides de la production d'opium au Shaanxi, touchant toutes les couches de la société, femmes et enfants compris, avec pour effet l'affaiblissement physique et l'indolence d'une forte proportion de la force de travail ainsi que la multiplication des déclassés, des oisifs et, notoirement, des bandits. Les seigneurs de la guerre ne sont d'ailleurs pas seuls en cause. L'exploitation fiscale de l'opium était trop intéressante pour que même les autorités les plus régulières s'en passent : au Shaanxi il faut attendre plusieurs années après l'établissement du pouvoir nationaliste à Xi'an pour le voir s'attaquer sérieusement au problème, plutôt que de laisser faire et taxer en proportion.

On a vu que l'opium était parfois désigné comme cause principale de la famine en cas d'irrégularité climatique sérieuse. S'il n'existe qu'une seule étude monographique sur la corrélation entre les deux dans le cas précis qui nous occupe (un article de Zheng Lei 鄭磊 paru dans la revue *Zhongguo shehui jingji shi yanjiu* en 2002), en revanche la dénonciation de la culture du pavot comme facteur aggravant dans les années de calamités naturelles, notamment pendant les grandes sécheresses de Chine du Nord en 1920-1921 et en 1928-1930, est un thème omniprésent dans la littérature de l'époque et dans les travaux des historiens. Le problème, tel qu'on le voyait, était qu'en concentrant l'essentiel de leur production sur une plante commerciale, même susceptible de rapporter de gros profits, au détriment des plantes vivrières, les paysans non seulement ne faisaient pas de réserves mais encore étaient livrés pieds et poings liés au marché et à ceux qui avaient intérêt à le manipuler, et que par conséquent ils étaient perdus en cas de flambée du prix des grains, *a fortiori* de disette généralisée. Si cet argument a été réitéré par de trop nombreux observateurs pour qu'il soit possible de le mettre en doute, nous avons aussi souligné qu'il ne faut pas se figurer pour autant le Guanzhong à l'époque des seigneurs de la guerre comme voué tout ou partie à la monoculture du pavot. Comme presque partout en Chine on a des systèmes extrêmement divers d'alternance des récoltes, combinant dans les cas les plus favorables une récolte d'hiver avec une ou plusieurs récoltes d'été. Le pavot est une culture d'hiver (planté en novembre et récolté en mai) et peut être interplanté au printemps avec du tabac, des légumineuses ou des patates douces. Dans de nombreux contextes on peut donc y voir une culture d'appoint permettant aux paysans d'arrondir considérablement leurs revenus, et c'est bien ainsi qu'on en parle le plus souvent dans les grandes provinces productrices du Sud-Ouest.

De fait, la question de l'impact de la culture du pavot en termes de subsistances se pose surtout dans la moitié nord de la Chine, où la principale céréale alimen-

taire est le blé, qui est également une culture d'hiver (quoique avec une période de maturation légèrement plus longue), et non pas, comme dans le sud, le riz, dont les périodes de maturation sont tout à fait compatibles avec celles du pavot dès lors que les conditions d'irrigation et de fumure sont satisfaisantes. Cette concurrence, en effet désastreuse en année de famine, joue tout spécialement lorsque le pavot quitte les sols pauvres et les flancs de coteau pour envahir les meilleures terres, qu'il est en outre réputé appauvrir. Cette situation est bien attestée dans la plaine du Guanzhong dans les années 1920, où elle semble concerner en particulier les districts mieux irrigués (à cette époque) de la rive droite de la Wei, dont l'approvisionnement en blé dépend beaucoup des importations de la rive gauche (le Weibei), où l'irrigation ne recommencera à fonctionner de façon satisfaisante qu'après la remise en état du canal Jinghui et son inauguration à l'été 1932. À ce moment d'ailleurs on craindra beaucoup que les bénéfices de l'irrigation ne soient aussitôt détournés pour produire de l'opium en dépit des interdictions d'une extrême sévérité édictées par les autorités de la zone irrigable. Il semble qu'à la veille de l'inauguration du nouveau canal soient parus dans la presse en langue anglaise de Pékin et de Tianjin des articles accusant tout bonnement la CIFRC d'encourager la culture du pavot par ses projets d'irrigation. D'autres articles répondant aux premiers affirment au contraire, sur la base de visites *in situ* peu avant l'inauguration du canal, qu'il n'y a pas un seul champ planté en pavot dans la zone à irriguer — alors qu'au même moment la rive droite de la Wei offre le spectacle rouge vif des champs de pavot en fleur.

Même en faisant abstraction des effets rhétoriques et du recours insistant à la phraséologie traditionnelle sur la prépondérance des « cinq céréales », en dehors desquelles il n'est point de salut, ni même de civilisation, il reste que le problème posé par l'emprise de la culture du pavot était bien réel, et que le niveau de sécurité alimentaire en était d'autant plus affecté que le Guanzhong était mal desservi du fait de sa situation excentrée, de l'état encore primitif de ses routes et de l'absence complète de voie ferrée à l'intérieur de la province : en dépendant trop lourdement du marché pour leur alimentation les producteurs d'opium (ou de toute autre plante commerciale) prenaient plus de risques que dans les régions mieux accessibles au commerce interrégional des grains.

Mais les facteurs purement politiques, et surtout militaires, ont pesé tout autant, sinon plus, pour faire de la sécheresse des années 1928-1930 une catastrophe humaine majeure. Nous y avons consacré la fin du cours. L'événement n'est pas facile à analyser, tant sont nombreuses les variables structurelles et conjoncturelles à l'œuvre et tant la rhétorique des descriptions contemporaines, puisant là encore dans un fonds inépuisable de formules léguées par la tradition, tend à brouiller les réalités derrière une sorte de flou grossissant. Mais il est clair que cette famine a été une affaire terrible pour les populations du Nord-Ouest. Nous avons de nouveau cité les *Matériaux historiques sur les dix dernières années dans le Nord-Ouest* de Kang Tianguo (cf. notre précédent compte rendu), publiés en 1931 à Shanghai par un résident de la région et contenant des pages particuliè-

rement spectaculaires sur l'ubiquité des « bandits locaux » (*tufei*) et les ravages qu'ils causent dans les campagnes affamées, ainsi que sur les excès d'une fiscalité délirante dont les militaires sont les principaux responsables et que dénoncent, dans des termes peut-être moins excessifs, toutes les études publiées à l'époque, qu'elles soient chinoises ou étrangères.

Il faut aussi faire entrer en ligne de compte la situation politique en Chine pendant la même période. En 1929, l'année qui marque le pic de la famine en Chine du Nord, le pays est en état de guerre civile larvée, Feng Yuxiang se montrant de plus en plus rétif au contrôle du gouvernement nationaliste de Chiang Kai-shek. Le conflit éclate pour de bon lorsqu'il fait officiellement sécession à l'hiver 1929-1930 et tente d'établir un nouveau gouvernement à Pékin avec ses alliés du jour en Chine du Nord. Le principal théâtre d'opérations est la « plaine centrale » (Zhongyuan 中原), au nord du Yangzi, et comme on l'a vu le Guanzhong joue le rôle de base arrière pour les forces de Feng Yuxiang, lesquelles ont repris leur ancien nom d'Armée nationale (Guominjun). Comme si souvent en Chine pendant la décennie 1920 — celle des grands conflits entre coalitions de seigneurs de la guerre —, les forces en présence cherchent à accaparer le maximum de ressources possible et en premier lieu à contrôler les principaux axes ferroviaires — les deux grands axes nord-sud Pékin-Nankin et Pékin-Hankou, ainsi que la grande ligne transversale du Longhai 隴海 — et à les utiliser pour leurs propres opérations. Le Shaanxi n'était pas encore accessible par voie ferrée, mais le Longhai s'arrêtait à une quarantaine de kilomètres de Tongguan, la ville qui commande l'accès à la vallée de la Wei depuis les provinces centrales, et depuis ce terminus il était possible de transporter des secours par barges, ou même par camions. (Il y avait aussi une route possible par le nord et par le Shanxi, en empruntant la voie ferrée Pékin-Baotou.) Une lettre de Yu Youren nous montre de façon précise, en septembre 1929, comment des monceaux de grains s'accumulent à la gare de Luoyang (à 100 km du terminus du Longhai) sans qu'on puisse les transporter dans les zones de famine, auxquelles ils sont destinés, parce que les militaires ont confisqué le matériel roulant pour leur propre usage. (Il s'agit en l'occurrence des forces dépendant de Feng Yuxiang, et Yu Youren essaye de débloquer la situation en s'adressant à un des chefs de sa coalition.)

Le même genre de situation est dénoncé en termes très frappants, et presque au même moment, dans le rapport de la commission envoyée sur place par la Croix-rouge américaine pour enquêter sur la nature exacte des *causes* de la famine, et donc décider de l'opportunité ou non de solliciter la charité du public américain. Ce rapport fera quelque bruit, entre autres raisons parce qu'il est très critique à l'égard de la CIFRC. Sa conclusion est sans ambiguïté : la « famine » (toujours entre guillemets) a des causes exclusivement politiques et militaires, car, n'était la guerre civile, et si l'administration se montrait raisonnablement efficace, les ressources qui existent effectivement dans le pays pourraient être mobilisées sans difficulté au profit des régions souffrant de sécheresse. Plus



précisément, la commission attribue sept sortes de causes à la famine de 1928-1929, dont seule la dernière est « naturelle » — la sécheresse —, et s'avère en effet fatale lorsque les six autres s'ajoutent les unes aux autres en amont. Le facteur ferroviaire est cité en second dans la liste. Le rapport accuse les chefs militaires non seulement d'accaparer le matériel roulant (des centaines de locomotives et des milliers de wagons appartenant à diverses compagnies sont en train de rouiller en Mandchourie parce que le seigneur de la guerre local les y a emmenés avec lui en se repliant devant l'avance nationaliste afin qu'il ne tombent pas entre les mains de l'ennemi), mais encore de détruire une partie des infrastructures pour gêner le mouvement des forces adverses. Et ses auteurs dénoncent le même scandale que Yu Youren : au nœud ferroviaire de Fengtai, au sud de Pékin, des centaines de tonnes de grains pourrissent sur les quais parce qu'il ne reste plus un seul train pour les transporter dans les zones de famine.

Pire, en dépit des conditions terribles qui règnent dans le Nord-Ouest Feng Yuxiang n'hésite pas à détourner au profit de ses armées les aides destinées aux victimes de la famine. En mars 1929 le gouvernement de Nankin émet des « bons d'État pour les secours » pour un montant de dix millions de dollars chinois. Alors que ces bons sont destinés aux comités de secours des gouvernements provinciaux — qui semblent avoir été la seule instance publique réellement active dans la lutte contre la famine —, à charge pour eux de les vendre au public, le rapport de la Croix-rouge américaine cite plusieurs sources selon lesquelles Feng Yuxiang (qui n'a pas encore rompu avec Nankin) aurait réussi à en récupérer près du tiers pour financer ses troupes. D'après un article du *Times* de Londres, paru en août 1930, citant un délégué américain de la CIFRC de retour du Shaanxi, alors que la CIFRC avait réussi à importer 3 000 tonnes de grains dans la province, pendant la même période Feng Yuxiang en aurait exporté la même quantité, ou plus, pour approvisionner ses forces en pleine bataille contre celles de Nankin : pour reprendre les termes de l'envoyé de la CIFRC, « dans les faits, les contributions charitables ont aidé à financer la guerre en cours ».

Il est à vrai dire assez difficile de se faire une idée un tant soit peu précise et cohérente de la famine au Guanzhong et dans le Nord-Ouest telle qu'elle était subie par ses victimes immédiates. On est en effet confronté à une multiplicité de descriptions, de témoignages, de reportages, de rapports et d'enquêtes, mais toujours éparpillés et souvent impressionnistes, ou alors livrant des informations statistiques (sur les pourcentages de récoltes perdues, le nombre de personnes touchées, de réfugiés, de morts, etc.) alignées dans de longs tableaux et dont la précision même est suspecte quand l'on connaît les conditions chaotiques dans lesquelles elles ont été recueillies et la désorganisation générale de l'appareil administratif. Tout aussi suspects sont les synthèses chiffrées que l'on trouve dans certains rapports produits par le gouvernement central, qui ne font qu'additionner des données locales dont nul ne sait sur quoi exactement elles s'appuient : ainsi le *Tableau général des désastres dans les différentes provinces* pour 1928, publié à Nankin au début de l'année suivante, affirme-t-il que dans les 85 districts

du Shaanxi (sur 108) touchés par différentes sortes de calamités l'on compte « plus de 5 355 200 victimes ».

On pourrait multiplier les exemples de ce type, et de fait certains travaux récents ont cherché à compiler le plus grand nombre possible de données tant qualitatives que chiffrées, extraites pour l'essentiel des enquêtes officielles et des articles de presse. Tel est le cas principalement des volumes sur les calamités naturelles et les famines à l'époque moderne, organisés par ordre chronologique et par régions, publiés sous la direction de l'historien Li Wenhai 李文海 (le volume portant sur la période 1919-1949 est paru en 1993). En dépit de leur nature inévitablement disparate ces informations permettent de se représenter jusqu'à un certain point l'évolution de la situation au Shaanxi, notamment au Guanzhong, entre 1928 et 1930. Nous en avons présenté un certain nombre d'éléments qu'il n'est pas possible de résumer ici mais qui suggèrent une sorte de *crescendo* d'une année sur l'autre, causé par la persistance de la sécheresse dans de vastes zones, compliquée d'épidémies en 1930, et dans un contexte de désorganisation sociale et d'insécurité toujours plus aiguë. En 1930 le Shaanxi est considéré comme la province la plus touchée du pays, et dans la zone du Weibei (site du projet d'irrigation de Li Yizhi) le désastre apparaît total.

Dans l'accumulation même des chiffres et des détails tous plus épouvantables les uns que les autres, ces rapports officiels et ces articles de presse, et bien d'autres sources auxquelles nous avons eu accès, déploient une rhétorique très frappante, en même temps que très répétitive, dont on peut constater qu'elle emprunte considérablement à la littérature sur les désastres naturels et sur la famine produite à l'époque impériale. On retrouve les mêmes clichés exprimés en formules de quatre caractères — la terre est brûlée sur mille *li*, pas un seul grain n'est récolté, les routes sont jonchées de cadavres, etc. —, les mêmes expressions sur les souffrances du peuple et les exactions des puissants, les mêmes chiffres suggérant des pertes à la récolte catastrophiques, des mortalités énormes, et l'émigration massive des populations. Il s'agit, pourrait-on dire, d'une rhétorique maximaliste, appuyée sur une longue tradition de dénonciation des souffrances du peuple causées par la négligence des fonctionnaires et par la colère du Ciel, dont l'objet est d'alerter le pouvoir politique et de le mettre en face de ses responsabilités.

Le contraste est notable avec la façon dont s'expriment certains observateurs extérieurs dont l'attitude est à la fois beaucoup plus analytique, concernant les causes du désastre, et marquée par un doute systématique à l'égard des données chiffrées. Sans doute peut-on parler d'un certain manque d'empathie, et d'une attention portée en priorité aux dysfonctionnements de la société et des institutions, par opposition aux souffrances des populations affectées. Mais ce n'est pas toujours le cas. Alors que la commission de la Croix-rouge américaine, qui n'a passé que deux mois en Chine, dont un seul sur le terrain, évoque la misère qui règne partout de façon quelque peu abstraite, comme une donnée du problème plus que comme une expérience humaine, l'impression est très différente avec

certains militants américains ou européens de la philanthropie internationale — missionnaires, administrateurs, ingénieurs — qui possèdent une longue expérience du travail de terrain en Chine : tout en étant extrêmement critiques sur la situation politique du pays et en appelant de leurs vœux sa modernisation (comme d'ailleurs la plupart de leurs collègues chinois), ils n'en sont pas moins très engagés dans l'action humanitaire directe, au contact des populations qu'ils essaient d'assister ou qu'ils organisent sur les chantiers en zone de famine, en prenant parfois des risques considérables et en négociant sans états d'âme avec les fonctionnaires locaux ou les militaristes qui se disputent le pouvoir et les ressources ; et cela donne un ton très différent à leurs témoignages et à leurs analyses.

En tout état de cause — et pour revenir au fil conducteur de notre exposé —, il est manifeste que l'agriculture du Guanzhong, qui était déjà sinistrée à la veille de la grande sécheresse de 1928-1930, est sortie de ces trois ou quatre années totalement exsangue et désorganisée : les historiens estiment la perte en population (par surmortalité et par émigration) entre 20 et 50 % des niveaux antérieurs à la famine, les surfaces laissées en friche ont doublé, des villages entiers ont été abandonnés. De même ne fait-il aucun doute que le rétablissement de l'irrigation dans le Weibei au début des années 1930 a été un élément crucial pour enclencher le nouveau cycle de croissance qu'a connu la région à partir de là, ne serait-ce qu'en y imposant progressivement une approche moderne de la gestion des ressources naturelles, dans laquelle les ingénieurs comme Li Yizhi et d'autres ont joué un grand rôle. Or, l'impulsion initiale — la reconstruction effective du canal Jinghui, sinon le concept lui-même, formulé par Li Yizhi plusieurs années auparavant — est entièrement à porter au crédit de la CIFRC, dont les principes d'organisation et de financement des chantiers avaient été fort critiqués par les délégués de la Croix-rouge américaine et dont l'ingénieur en chef, O.J. Todd, rencontrait lui-même des oppositions à l'intérieur de son propre comité. Le cours de l'année prochaine reviendra donc en détail sur les circonstances politiques et techniques de l'opération du Weibei à partir de la fin de 1930 ; et, les seigneurs de la guerre ayant désormais quitté la scène, en tout cas au Shaanxi, c'est au monde des ingénieurs et à celui des philanthropes, tant chinois qu'internationaux, que nous nous intéresserons, car les uns et les autres ont été étroitement impliqués dans cette affaire. En même temps — car les choses n'ont pas changé du jour au lendemain — nous analyserons les conséquences socio-économiques de la famine et les difficultés de la modernisation politique et économique du Shaanxi au début de la décennie 1930.

\*

Le séminaire, portant sur « Les codes pénaux chinois et leurs commentaires (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles) », était la continuation du séminaire de l'an passé. Rappelons que la presque totalité des commentaires ont été publiés en accompagnement d'éditions privées (i.e. commerciales) du code pénal, dont ils suivent le texte

article par article dans des dispositions typographiques variées, souvent dans un registre séparé en haut de page. Nous avons entamé l'examen comparatif de plusieurs commentaires importants en partant à chaque fois d'un article particulier du code (le code des Ming et les différentes éditions du code des Qing sont pratiquement identiques en ce qui concerne les lois principales, *lü* 律). Nous avons poursuivi cet exercice en nous concentrant cette année sur la section du code consacrée aux « crimes sexuels » (*fanjian* 犯姦, « impudicités » dans la traduction du code des Qing par le P. Boulais, « committing fornication » dans celle du code des Ming par Jiang Yonglin) — soit, dans la numérotation des lois du code des Qing consacrée par le *Duli cunyi* 讀例存疑, la somme juridique de Xue Yunsheng (1905), les lois 366 à 375. (Comme le soulignent certains commentaires, cette section est une innovation du code des Ming, promulgué en 1397 ; dans le format antérieur, hérité du code des Tang, ce type de crime était classé parmi les « lois portant sur des délits variés », *zali* 雜律.) L'objectif est d'examiner la nature et le contenu des différents commentaires, le degré auquel ils s'inspirent les uns des autres (voire se recopient de façon plus ou moins rigoureuse), les divergences possibles dans l'interprétation du texte de la loi, éventuellement la manière dont ils expriment l'évolution de la doctrine dans le temps, ou même les changements de société et de mentalité : en effet les commentaires, comme la jurisprudence des « cas homologués » (*cheng'an* 成案) et des notes internes du ministère de la Justice (*shuotie* 說帖), et comme le corpus constamment révisé des lois additionnelles (*li* 例), représentent la partie vivante de la codification, celle qui est susceptible de s'adapter à des besoins nouveaux, par opposition au substrat virtuellement inchangé des *lü*. Ils ont en fait plusieurs fonctions, allant de la simple explication de texte (ou paraphrase) à l'explication juridique des différentes lois, permettant de mieux cerner les délits ou les crimes qu'elles décrivent, la façon dont elles s'articulent les unes aux autres, ainsi que leurs implications pratiques pour l'administration de la justice. Les éditions du code avec commentaire sont avant tout des outils de travail à l'usage des fonctionnaires de l'administration territoriale, dont une des fonctions les plus importantes est celle de juge, ou des conseillers juridiques sur lesquels ils s'appuient, surtout sous les Qing.

Nous en avons examiné six, les trois premières datant des Ming et les trois autres des Qing. En voici la liste :

— *Lütiao shuyi* 律條疏議 (Commentaires et explications sur les articles du code), par Zhang Kai 張楷 (milieu du XV<sup>e</sup> s., dans une édition de 1544), texte du code avec commentaires insérés ;

— *Duli suoyan* 讀律瑣言 (Propos triviaux à la lecture du code), par Lei Menglin 雷夢麟 (première édition 1557), texte du code et commentaire regroupé à la suite de chaque loi ;

— *Da Ming lü fuli jianshi* 大明律附例箋釋 (Le code des grands Ming avec précédents et explications), par Wang Kentang 王肯堂 (1549-1613), préface de 1612, texte du code avec commentaires insérés ;

— *Wang Yibu xiansheng jianshi* 王儀部先生箋釋 (Explications de M. Wang Yibu, i.e. Wang Kentang), révisé par Gu Ding 顧鼎, préface de 1691, titres des lois suivis des commentaires ;

— *Da Qing lü jianshi* 大清律箋釋 (Le code des grands Qing avec explications), version augmentée du commentaire de Wang Kentang éditée par Li Nan 李柟 et collationnée par Cai Fangbing 蔡方炳, non daté (postérieur à 1689), texte du code et commentaire regroupé à la suite de chaque loi ;

— *Da Qing lü jizhu* 大清律輯注 (Le code des grand Qing avec commentaires réunis), par Shen Zhiqi 沈之奇, préface de 1715, rééditions de 1746 et 1755, texte du code avec commentaire à la suite de chaque loi et commentaire supérieur.

Parmi les dix lois de la section *fanjian*, la première (loi 366), également intitulée *fanjian*, définit et sanctionne les grandes catégories de crimes sexuels en général, tandis que les neuf autres, qui en sont en quelque sorte des applications, traitent de comportements impliquant des personnes qui se trouvent dans des positions hiérarchiques les unes par rapport aux autres, soit qu'elles appartiennent à la même famille (ou maisonnée) — y compris la loi 367 sur les « maris complaisants » —, soit qu'elles relèvent de statuts différents (gens libres et esclaves, fonctionnaires et administrés...). Nous avons consacré une partie importante de notre temps à l'analyse des commentaires de cette loi 366, qui suivant les cas sont insérés à la suite de chaque paragraphe du texte, regroupés à la fin, ou imprimés en haut de la page.

Les catégories d'« impudicités » distinguées dans les trois premiers paragraphes de la loi 366 sont les relations illicites par consentement mutuel (*hejian* 和姦), les relations par séduction (*diaojian* 刁姦, i.e. « après intrigue et en dehors du domicile de la femme »), le viol (*qiangjian* 強姦), consommé ou non consommé, et les relations illicites avec une fillette de moins de douze ans. Les cinq autres paragraphes précisent certaines peines, prévoient le sort de la femme adultère ainsi que des enfants en cas de naissance illégitime, visent les personnes qui auront servi d'intermédiaire ou qui ont cherché des arrangements privés sans porter les crimes devant la justice ; le dernier paragraphe rappelle que les coupables ne peuvent être condamnés que s'ils ont été saisis *in flagrante* — à l'exception notable de la femme adultère qui tombe enceinte, et ne peut donc dénier son forfait.

Ce sont donc tous ces éléments que discutent et cherchent à préciser, de façon plus ou moins détaillée et circonstanciée, les commentaires, tout en paraphrasant et en glosant le texte pour le rendre plus explicite et plus clair. Sans entrer ici dans le détail, on indiquera simplement que les propos des commentateurs peuvent être classés en plusieurs types, qui d'ailleurs se mêlent souvent au sein d'un même développement. Le premier relève du discours moral, donnant lieu chez certains auteurs à des développements indignés ou même larmoyants : l'échelonnement des peines est justifié par la gravité de la faute au regard des principes

fondamentaux de l'éthique confucéenne, du caractère sacré (ou plutôt « cosmique ») du mariage, de l'impératif de chasteté féminine, ou encore de l'abus de position dominante dans les cas de pédophilie ; il arrive d'ailleurs que le commentateur critique l'échelonnement des peines au nom des mêmes principes.

Les considérations proprement juridiques constituent un autre type : elles consistent en grande partie en références croisées avec d'autres lois situées dans d'autres sections du code, comme par exemple les lois sur les enlèvements ou les ventes de femmes et d'enfants, ou avec certaines lois additionnelles comblant des lacunes de la loi fondamentales, ainsi sur les cas de viol non accompli sur une personne apparentée. (Ces lois additionnelles complétant les lois fondamentales, ou même se substituant à elles, sont une particularité du code des Qing, postérieurement à sa réforme en 1740.) L'objet de ces considérations est d'aider les magistrats à mieux qualifier les affaires qui leurs sont soumises en citant les lois appropriées, et donc à proposer des peines qui soient le mieux adaptées possible, sachant qu'ils encourent toujours le risque d'être contestés par leurs supérieurs ou de voir les plaignants faire appel. Shen Zhiqi, le dernier en date des auteurs que nous avons examinés et celui dont les commentaires vont dominer l'abondante production d'éditions privées du code pénal jusqu'à la fin des Qing, est de loin le plus circonstancié et le plus sophistiqué dans ses considérations juridiques, insistant sur toutes les distinctions à faire, notant les circonstances non prévues par la loi, explicitant avec beaucoup d'ingéniosité la logique de la hiérarchie des peines, mais mentionnant aussi divers problèmes et contradictions dans le texte du code ; il souligne en outre le caractère éminemment clandestin et difficile à prouver des affaires sexuelles, d'où la facilité des fausses accusations, parfois surdéterminées par le sentiment amoureux — de là, le principe suivant lequel les coupables ne peuvent être déférés à la justice que s'ils sont pris sur le fait.

On peut aussi distinguer certaines considérations qui relèvent à la fois du juridique (la qualification du crime) et des procédures concrètes d'établissement des faits. Tel est le cas des longues discussions qu'on trouve chez presque tous les commentateurs sur la question de la preuve du viol. C'est essentiellement à la victime qu'en incombe la charge, au sens où c'est à elle d'établir non seulement qu'elle ne pouvait pas s'échapper en raison de menaces physiques, mais qu'elle a résisté, et surtout qu'elle a résisté jusqu'au bout, autrement dit qu'elle n'a pas fini par céder ; dans ce cas en effet l'affaire relèverait de la qualification « relations par séduction », infiniment moins grave pour l'homme, et de plus entraînant une peine égale pour la femme. Ceci l'oblige à produire diverses sortes d'indices matériels et de preuves, y compris la preuve par la réputation. Le commentaire historiquement le plus important sur ces aspects, sinon le plus sympathique à nos yeux, est celui de Wang Kentang à la fin des Ming, car il a été inséré au texte même du code au début des Qing sous la forme d'un « commentaire en petits caractères », et c'est à partir de là que la notion de

relations qui « commencent par la violence et finissent par le consentement » (*shiqiang zhonghe* 始強終和) a pu légalement être invoquée et que la victime d'un viol s'est trouvée contrainte d'apporter la preuve du contraire.

Mais cela n'a pas mis un terme aux discussions sur ce point. Shen Zhiqi, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui n'est par ailleurs pas le dernier à tonner contre les femmes impudiques, insiste beaucoup sur la vilénie de ces hommes vicieux qui salissent les femmes chastes et se félicite de ce que, même si le viol n'a pas été consommé, l'agresseur ne voit sa peine diminuée que d'un seul degré (s'il a été consommé la peine est la strangulation après les assises, donc le degré le moins grave de peine capitale). Surtout, un conseiller juridique nommé Yuan Bin 袁濱 propose un peu plus tard dans le même siècle une critique assez remarquable du commentaire de Wang Kentang inséré dans le code. (Ses propos sont reproduits dans un ouvrage de son fils, le grand poète et — ce qui est moins connu — éminent juriste Yuan Mei 袁枚 [1716-1798], et sont également cités dans le *Duli cunyi* de Xue Yunsheng.) Yuan Bin montre par un raisonnement serré la faiblesse de l'argumentaire de Wang Kentang et note qu'il encourage d'autant plus les agresseurs sexuels à tenter leur chance qu'ils pourront toujours s'abriter derrière cette clause en accusant faussement leur victime d'avoir cédé, et qu'en outre les juges ont pris pour habitude de considérer comme seule preuve irréfutable de la bonne foi de la victime le fait qu'elle se donne la mort pour sauver son honneur : or, toutes ne le font pas, et pour les raisons, justement, les plus honorables, ce qui du point de vue de l'agresseur est une autre invitation à prendre le risque.

M. Jérôme Bourgon (CNRS) a présenté et commenté pour le séminaire l'ouvrage de Matthew H. Sommer, *Sex, Law, and Society in Late Imperial China* (Stanford, 2000), consacré à l'évolution de la notion de « relations sexuelles illicites » (*jian* 姦) dans la codification et dans la pratique juridique sous les deux dernières dynasties, qui montre en particulier que sous l'influence des commentaires la jurisprudence sur les relations sexuelles entre personnes de statut différent a évolué dans un sens plus respectueux de l'honneur de la femme, même appartenant à une des catégories inférieures de la population dites « viles » (les *jianmin* 賤民). M. Claude Chevalere (EHESS) a pour sa part proposé une analyse extrêmement détaillée de la loi 370 sur les relations sexuelles entre des esclaves ou des travailleurs salariés et l'épouse de leur maître.

\*

Nous avons également donné quatre cours et quatre séminaires à l'Université de Colombie britannique (Vancouver, Canada).

## PUBLICATIONS

« Shuili jichu sheshi guanli zhong de guojia ganyu » 水利基礎設施管理中的國家干預, in Chen Feng 陳鋒 (éd.), *Ming Qing yilai Changjiang liuyu shehui fazhan shilun* 明清以來長江流域社會發展史論 (Wuhan, Wuhan daxue chubanshe, 2006), pp. 614-647 (traduction de « State intervention in the administration of a hydraulic infrastructure : the example of Hubei province in late imperial times », in Schram, éd., *The Scope of State Power in China*, Londres/Hong Kong, 1985).

« Zhonghua diguo wanqi guojia dui shuili de guanli » 中華帝國晚期國家對水利的管理, *ibid.*, pp. 796-810 (traduction de « On state management of water conservancy in late imperial China », *Papers on Far Eastern History* [Canberra], n° 36, 1987).